

Interview de Jacques Santer: la réalisation de l'Acte unique européen (Sanem, 6 avril 2006)

Source: Interview de Jacques Santer / JACQUES SANTER, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Sanem: CVCE [Prod.], 06.04.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:09:26, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jacques_santer_la_realisation_de_l_acte_uniq_ue_europeen_sanem_6_avril_2006-fr-a11d5acb-f2a7-445b-b421-687c21661514.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Jacques Santer: la préparation de l'Acte unique européen (Sanem, 6 avril 2006)

[Étienne Deschamps] C'est sous présidence luxembourgeoise que s'est ouverte à Luxembourg, en septembre 1985, la Conférence intergouvernementale, la CIG, qui va déboucher un an plus tard sur l'Acte unique européen. A ce moment-là, vous étiez président du gouvernement luxembourgeois et ministre des Finances. Quels étaient les enjeux réels de cette CIG?

[Jacques Santer] Mais c'était la première Conférence intergouvernementale depuis le traité de Rome. La première révision du traité de Rome en fait. Ça tombait sur le Luxembourg. Elle était précédée par la présidence italienne – il faut bien l'admettre – qui a adopté le Livre blanc sur le marché intérieur, le grand marché intérieur, qui était préparé par la Commission Delors et qui était adopté au Conseil européen à Milan.

C'est la première fois, où à un Conseil européen à Milan, on avait également, à titre indicatif, fait voter les chefs d'État ou de gouvernement, parce qu'il y avait certains chefs d'État, ou de gouvernement surtout, qui n'étaient pas favorables – comme Margaret Thatcher, à ce moment-là – sur un certain nombre de points. Mais malgré cela, le président en exercice à l'époque, Monsieur Craxi, l'a fait voter contre toute attente, à un moment donné. Alors, il a dit: «Maintenant c'est à la présidence luxembourgeoise, je transmets le livre à la présidence luxembourgeoise», comme ça, nous avons ce Livre blanc sur les bras.

Nous attachions beaucoup d'importance à la réussite – ça je me rappelle encore très bien, il y avait mon ministre des Affaires étrangères Jacques Poos à l'époque – et on faisait rien d'autre que de réaliser ce marché intérieur, ce grand marché intérieur, qui devait entrer par après en fonction, en vigueur, en 1992. C'était ça le but, parce que le marché intérieur, bon le traité de Rome avait créé une union douanière, il avait créé le marché intérieur, mais il fonctionnait comme différents marchés nationaux. Il y avait pas mal d'obstacles et comme ça on s'attachait à la réalisation de ce marché intérieur. D'abord on travaillait à notre niveau, le Luxembourg en étroite collaboration avec la Commission. On avait établi un traité intégral, avec des brackets, avec des parenthèses, et alors il appartenait au ministre des Affaires étrangères, comme à nous-mêmes, alors de visiter à notre niveau les différents correspondants, collègues correspondants, dans les différents pays et on discutait avec eux, pour voir où il y avait possibilité de compromis. On trouvait pas mal de possibilités de compromis, mais il fallait que tout le monde soit d'accord, parce qu'un traité se négocie, ou la révision d'un traité, se négocie à l'unanimité, de tous. Et on était arrivé à ce qu'en fin de parcours – ça je me rappelle encore très bien – il y avait une dizaine de points encore à régler. Et tous les autres points étaient plutôt accessoires. Mais ça, c'était vraiment les points névralgiques et on cherchait donc à les négocier, pendant les deux jours ici à Luxembourg même. Et contre toute attente, on réussissait, mais ce n'était pas évident. Ce n'était pas évident. Moi, je me rappelle bien que c'était vers minuit, deuxième jour, où on avait encore trois ou quatre points qui restaient – parce qu'on faisait un paquet, on ficelait un paquet – qui restaient en discussion et, à ce moment-là, comme je faisais faire, avec beaucoup de patience, quelques tours de table, sans me laisser impressionner par les réactions des uns et des autres. On n'arrivait pas à les résoudre. Je me rappelle bien que Helmut Kohl est venu me voir, à un moment donné, derrière mon dos et a dit: «Jacques suspends là, parce qu'on n'arrivera pas. On va retourner et à la prochaine présidence de terminer, tu as fait un bon travail jusqu'à présent, on y est arrivé presque, on va engranger ce que tu as fait et pour le reste on va le laisser à la prochaine présidence.» Alors j'ai dit: «Helmut, je vais encore une fois essayer, c'est-à-dire je vais suspendre la séance.» Et j'ai suspendu, c'était vers minuit. J'ai suspendu la séance, mais j'ai dit pour une demi-heure, trois-quarts d'heure, pour reprendre par après, pour voir quelle est l'attitude des gouvernements, pour élaborer des nouveaux textes de compromis.

Il y avait surtout à l'époque, Madame Thatcher qui avait un certain nombre de problèmes. Notamment parce que, dans le texte même – ça je me rappelle – du Livre blanc, il y avait également une référence à l'Union économique et monétaire. Et ça, elle ne voulait pas. Et chaque fois que je faisais un nouveau tour de table, elle disait: «J'ai déjà dit pourquoi j'étais contre, j'ai rien à dire de plus.» Alors, j'ai dit, je ne peux plus parler avec elle, mais je vais parler avec son ministre des Affaires étrangères, Sir Geoffrey Howe. Et j'ai fait venir Geoffrey et je lui ai dit: «Écoute Geoffrey, voilà le problème, on ne peut plus discuter avec Margaret, mais comment vois-tu les choses?» Alors, on a trouvé le moyen. J'ai dit, si on ne laissait pas ça dans le corps du texte, si on le mettait dans un préambule ou quelque chose comme ça, etc.

J'ai fait venir les autres pour dire, mais Delors n'était pas très heureux de cela, mais j'ai dit: «Mais c'est un compromis, autrement on n'a pas de résultat et dans six mois on se retrouve dans la même situation, parce qu'elle ne va pas broncher.» Et alors, les autres étaient d'accord, comme c'était déjà tard, ils voulaient en finir, etc. Alors, lorsqu'on a repris la réunion, j'ai dit, maintenant j'ai trouvé avec la délégation britannique, j'ai dit, un accord également qui ne donne pas satisfaction, ni à la Commission, ni à d'autres délégations, mais par souci de compromis, il le fallait. Et comme ça, ça passait. Donc vers trois heures du matin ou par là, tout était réglé et c'était une interruption ce qui était juste au moment où c'était important.

Et c'est ça que j'ai constaté à plusieurs reprises, également dans d'autres circonstances, il faut voir – et avoir la sensibilité – jusqu'où on peut aller et s'il y a encore quelque chose à ajouter, il faut avoir le sens des compromis, la formule des compromis. Et c'est ça qui est important, même un compromis qui est toujours un peu bancal, d'une façon ou d'une autre, mais l'essentiel c'est qu'on avance. Que ce soit un compromis de progrès, je dirais, qui donne une ouverture. Et d'ailleurs par après, Margaret Thatcher a reconnu dans ses mémoires qu'elle avait fait une faute, parce que tout le monde, par après, se référait toujours au préambule, pour dire, mais le marché intérieur ce n'est pas seulement la zone de libre-échange, mais il y a également une vocation à avoir une union monétaire. À cela, elle a reconnu qu'elle avait cédé de trop, qu'elle n'avait pas vu l'impact également politique de l'époque. Et comme ça, ça passait. Bon, je n'étais pas trop bien reçu d'abord au Parlement européen, je dois dire, parce qu'ils voulaient aller plus loin. Mais par après, quelques mois après, tout le monde a dit, ça c'était le meilleur progrès qu'on a pu réaliser dans l'Union européenne depuis le traité de Rome.

Et comme ça, ça c'est passé également, comme ça. D'ailleurs Delors l'a reconnu également, par après, très clairement en cela. Donc, je crois que c'est un pas important, qui conditionne, d'ailleurs aujourd'hui encore, toute l'évolution de l'Union européenne et j'étais très heureux que ce soit fait sous la présidence luxembourgeoise. D'ailleurs, c'était un des arguments qu'on a toujours avancé, plus tard lorsque je suis devenu président de la Commission, où quelques-uns voulaient me présenter comme président de la Commission, c'était le succès ou la réussite du Conseil européen ici à Luxembourg en 1985.